



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 3

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025, Partie 1

Document d'action d'action « Facilité de coopération technique & Diplomatie publique - Burkina Faso (FCTDP-BF) »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité de coopération technique & Diplomatie publique - Burkina Faso (FCTDP-BF) Numéro CRIS/Référence opérationnelle OSPYS : 61614 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui TEI 1 – Inclusion pour la stabilité ; TEI 2 – Pacte Vert pour les jeunes
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Burkina Faso
4. Document de programmation	Programme indicatif multiannuel Burkina Faso sous instrument NDICI 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<i>Domaine 1 du PIP Burkina Faso : Paix – Cohésion sociale - Bonne gouvernance – Développement local</i> - <i>Tous les objectif spécifiques</i> <i>Domaine 2 du PIP Burkina Faso : Développement humain inclusif</i> - <i>Tous les objectif spécifiques</i> <i>Domaine 3 du PIP Burkina Faso : Économie verte et résiliente</i> - <i>Tous les objectif spécifiques</i>
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	

6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Mesures d'appui - Facilité de coopération
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal: ODD 17 « partenariats pour la réalisation des objectifs ».</p> <p>Autres ODD importants : ODD 1 : « Pas de pauvreté » ; ODD5 égalité entre les sexes ; ODD 16 Paix, justice et institutions efficaces</p>
8 a) Code (s) CAD	<p>Paix – cohésion sociale – bonne gouvernance – développement local</p> <p>150 - Gouvernance</p> <p>151- Développement local</p> <p>15150 - Participation démocratique & société civile</p> <p>15160 - Droits humains</p> <p>15170 - Organisations et mouvements de défense des droits humains des femmes et institutions gouvernementales)</p> <p>15151 - Elections</p> <p>152 - Paix, sécurité, prévention des conflits</p> <p>Développement humain inclusif</p> <p>110 - Education</p> <p>122 - Santé</p> <p>140 - Eau et assainissement</p> <p>160 - Infrastructures et services sociaux divers</p> <p>16010- Protection sociale</p> <p>Economie verte et résiliente</p> <p>311 - Agriculture</p> <p>312 - Forêt</p> <p>11330 - Formation professionnelle</p>
8 b) Principal canal de distribution @	N/A
9. Objectifs de dépenses	<p><input type="checkbox"/> Migration</p> <p><input type="checkbox"/> Climat</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre</p> <p><input type="checkbox"/> Biodiversité</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Education</p>

10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags :	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags : Connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Création d'emplois Compétences/compétences numériques Services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags : transports Contacts interpersonnels	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	Énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (Méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (Méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire : BGUE-B2023-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé : EUR 5 000 000</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : EUR 5 000 000</p> <p>La contribution est :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un montant d'EUR 2 000 000 provenant du budget général de l'Union européenne pour 2023 ; d'un montant d'EUR 2 000 000 provenant du budget général de l'Union européenne pour 2024 ; d'un montant d'EUR 1 000 000 provenant du budget général de l'Union européenne pour 2025, <p>Sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.</p> <p>Cette action contribue dans son intégralité à l'atteinte des objectifs des « TEI 1 – Inclusion pour la stabilité » et « TEI 2 – Pacte Vert pour les jeunes ».</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p>Gestion directe par marchés publics.</p> <p>Gestion indirecte avec : l'entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2.</p>			
14. Type de mesures	<p><input checked="" type="checkbox"/> Facilité de coopération</p> <p><input type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile</p>			

1.2 Résumé de l'Action

L'**objectif global** de la Facilité de coopération technique & Diplomatie publique _ Burkina Faso (FCTDP_BF) est de contribuer au renforcement du partenariat Union Européenne – Burkina Faso

dans les domaines d'intérêt commun, et ce à travers une mise en œuvre efficiente des projets / programmes financés par l'UE au Burkina Faso et par conséquent à une plus grande efficacité de l'aide ainsi que de développer une diplomatie publique.

De façon particulière, il s'agira de faciliter une meilleure appropriation des NDICI, la mise en œuvre des actions de coopération entre le Burkina Faso et l'Union européenne ; et de poursuivre le renforcement de la qualité et de la visibilité de la coopération de l'UE au Burkina Faso, ainsi que de l'impact de cette coopération dans l'amélioration des conditions de vie des populations burkinabè.

Pour ce faire, le programme proposé vise à :

1. Renforcer l'efficacité de l'aide européenne, prenant en compte les actions de la Team Europe ;
2. Améliorer l'impact et la visibilité de la présence de l'Union européenne au Burkina Faso ;
3. Soutenir le positionnement de l'Union européenne comme un partenaire stratégique du Burkina Faso.

La mise en œuvre de cette action permettra également de mobiliser de l'assistance technique, en appui conseil et de suivi de projet, pour assurer la coordination, l'accompagnement et pour réaliser des études, organiser / participer à des conférences et séminaires nationaux / internationaux (sur des sujets liés aux priorités de l'UE (y compris l'égalité hommes-femmes et le respect et la promotion des droits humains) ou aux autres procédures administratives et financières de l'UE), organiser des formations au profit des projets et programmes (renforcer les capacités des acteurs clés) et assurer la visibilité de la coopération européenne.

Le programme contribuera à la mise en œuvre des activités et études destinées à soutenir la mise en œuvre des TEIs y compris dans le domaine de la communication et de leur valorisation.

Ce projet a pour ambition de mettre en place des mécanismes offrant des réponses rapides et factuelles pour contrecarrer les campagnes de manipulation de l'information et de la désinformation agressives, menées en partie depuis l'étranger, ayant pour but de décrédibiliser l'action de l'Union européenne dans le pays et de fragiliser la coopération avec le Burkina Faso.

Aussi, la TCF permettra de présenter les impacts du paquet d'investissement « Global Gateway » Afrique-Europe, notamment dans des secteurs sociaux comme l'éducation, la santé, la création d'emplois.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Débuté le 18 décembre 2020, le deuxième mandat du Président Rock Marc Christian Kaboré s'est terminé le 24 janvier 2022 par le coup d'Etat du MPSR (Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration), alors porté par le Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA, et ayant pour principal objectif de restaurer "l'intégrité territoriale" du Burkina Faso. Quelques jours après un nouveau drame sécuritaire survenu à Gaskindé (37 morts dont 27 soldats), le Capitaine Ibrahim Traoré et un groupe de soldats ont entamé un coup de force le 30 septembre 2022, qui a abouti à une démission du Président Damiba le dimanche 2 octobre 2022. Le 14 octobre 2022, à l'issue des assises « des forces vives de la nation », le Capitaine Ibrahim Traoré a été désigné Chef de l'Etat du Burkina Faso. Le 25 octobre un nouveau gouvernement de transition et le Président de la nouvelle assemblée législative de transition a été élu le 11 novembre 2022. Ce dernier coup d'Etat plonge à nouveau le Burkina Faso dans une instabilité politique forte.

La menace djihadiste constitue aujourd'hui le principal risque pour le Burkina Faso et la persistance des attaques terroristes continuent d'engendrer de graves atteintes aux droits humains, notamment de

nombreuses pertes en vies humains, la destruction de biens et le déplacement massif de population¹. Une grande partie du territoire, estimée à au moins 40 %, se trouve sous le contrôle de groupes djihadistes tandis que leur influence continue de s'étendre vers le sud, affectant la stabilité des pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo). Depuis 2015, le pays a été le théâtre de la plus rapide propagation djihadiste que le sahel ait connu, comptant plus de 10 000 personnes tuées par des attaques de groupes terroristes armés. Aujourd'hui, le Burkina Faso enregistre le plus haut niveau de violence armée contre les civils dans le Sahel. A cet égard, la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) a reconnu la légalité de la loi d'habilitation du Gouvernement malgré les réserves quant à l'imprécision de la notion de sujétions liées à la défense nationale et à l'absence de dispositions imposant que ces mesures soient conformes aux engagements internationaux du Burkina Faso en matière de droits humains. Néanmoins, la création des « Volontaires de la Patrie », soit un enrôlement de civils comme auxiliaires des forces de sécurité étatiques, a contribué à ce triste record en brouillant la ligne de démarcation entre combattants et non-combattants.

De cette manière, face aux nombreux défis imposés par le contexte politique et sécuritaire ainsi que le rétrécissement de l'espace civique au pays², la CNDH a recommandé de continuer à poursuivre des actions de lutte contre le terrorisme dans le strict respect du droit international des droits humains, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés; renforcer la prise en charge des personnes déplacées internes; poursuivre la sécurisation du territoire pour faciliter le retour des personnes déplacées internes et la réouverture des établissements scolaires et autres services sociaux de base ; et respecter les libertés nécessaires à la participation à la gestion des affaires publiques³.

Dans ce contexte de crise sécuritaire, les femmes sont en majorité victimes des déplacements forcés en raison des attaques terroristes au Burkina Faso, et elles sont les premières victimes de la pauvreté. Les inégalités de genres persistent au sein de la société burkinabè, en dépit d'un cadre national favorable aux droits humains et à l'institutionnalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes⁴. Ceci crée des discriminations multiples et multiformes dans les institutions sociales, avec l'augmentation des violences contre les femmes et les filles, des barrières socio-économique et culturelles défiant les engagements du pays en matière d'égalité femmes-hommes et freinant le changement social.⁵Par ailleurs, le Burkina Faso a été l'un des premiers pays à ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées et prévoir au niveau national des mesures de protection et d'inclusion comme la carte d'invalidité ; mais les personnes handicapées ne bénéficient quasiment d'aucun accompagnement médical et participent peu à la vie économique et sociale du pays.

La crise revêt de multiples dimensions, notamment : un sous-investissement chronique de l'Etat qui éloigne les populations des services sociaux de base, de l'accès à la justice et de la sécurité ; ou encore, l'incapacité de l'Etat et des collectivités locales à garantir une gestion concertée et pacifique des

¹ Commission Nationale des Droits Humains du Burkina Faso.

² En particulier, le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration, auteur du récent coup d'état, dans son Communiqué n°3 du 30 septembre 2022 a procédé à la suspension des activités des partis politiques et des organisations de la société civile sur toute l'étendue du territoire national. Cette décision non limitée dans le temps et dans l'espace suspend de façon indéfinie la liberté de manifestation. Elle se heurte ainsi à la volonté manifeste de ces organisations d'exprimer publiquement leur opinion sur des préoccupations nationales.

³ Déclaration présentée para la Commision Nationale des Droits Humains à la Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples lors de sa 73^{ème} session ordinaire (<https://cndhburkina.bf/73eme-session-ordinaire-de-la-cadhp-la-declaration-de-la-cndh-du-burkina-faso/>).

⁴ L'Examen Périodique Universel de 2018 signalait que, depuis 2013, le Burkina Faso a adopté d'importants textes législatifs qui assurent la protection des droits catégoriels, garantissent l'indépendance de la justice, répriment les violations des droits humains et renforcent le cadre général de promotion et de protection des droits humains. Au niveau du cadre juridique burkinabé, des textes législatifs et règlementaires sont adoptés pour conformer la législation nationale aux normes internationales en matière de l'égalité entre les hommes et les femmes et la protection des droits humains. Et afin de concrétiser ses différents engagements en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, l'Etat burkinabé a élaboré des stratégies, programmes et plans pour promouvoir les droits des femmes et avancer dans l'intégration de la dimension de genre dans les politiques de développement et garantir l'absence de toute forme de violence de genre. (DUE -Profil genre Burkina Faso 2022).

⁵ Clip Burkina Fasso 2021 (Ref. Ares (2021)4241521 - 29/06/2021)

ressources locales (foncier, eau et pâturages, notamment). Dans un contexte d'accroissement démographique et de baisse de fertilité des terres, la pression exercée sur les terres agricoles et les forêts est sans cesse croissante. Cet état de fait contribue à entretenir et cristalliser des conflits entre, d'une part, les autochtones et les allochtones (dans les zones qui accueillent les déplacés) et, d'autre part, entre les éleveurs et les agriculteurs (dans les territoires où ils sont en concurrence pour l'accès aux ressources naturelles).

En parallèle, la crise humanitaire s'est aggravée ces trois dernières années. La lutte anti-terroriste s'est en effet traduite par une intensification des conflits armés et a eu pour conséquence une forte croissance du nombre de victimes civiles et de déplacés internes. Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est estimé à 1,7 millions, auquel il faut ajouter un million de personnes qui vivent dans des territoires faisant l'objet d'un blocus par les groupes armés non étatiques. Selon le dernier plan de réponse humanitaire (août 2022), 4,9 millions de personnes sont en besoin d'aide humanitaire et 3,45 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Ceci étant d'autant plus inquiétant pour les enfants, car chaque année la malnutrition tue à peu près 26 000 enfants de moins de cinq ans⁶. Si les régions les plus impactées par l'accueil de PDIs sont le Sahel et le Centre-Nord, les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins sont aussi touchées, car on relève de plus en plus de déplacements de personnes impactées par l'insécurité vers l'Ouest du pays. Au niveau local et communautaire, les femmes sont quasi absentes des instances en charge de la médiation et du règlement des conflits. Les Conseils Villageois de Développement sont dans leur grande majorité composés d'hommes de même que les leaders coutumiers et traditionnels sont exclusivement des hommes⁷.

Le difficile contexte économique amplifie la crise sécuritaire, avec de faibles perspectives de croissance⁸ et une inflation estimée à 14,2 % pour 2022 (IMF, 2022). Le Burkina étant fort dépendant des importations de blé, l'impact sur les prix a été sérieusement aggravé par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine. Cette inflation atteindrait 25.6 % pour les seuls produits alimentaires⁹ pénalisant fortement la population et en particulier la sécurité alimentaire des plus pauvres (en particulier, les femmes et hommes déplacés internes qui demeureront plus dépendants de l'assistance au regard de la détérioration extrême de leurs moyens d'existence¹⁰). Cet impact est d'autant plus délétère que les perspectives d'emplois générateurs de revenus sont limitées. Aussi, l'insécurité grandissante et les récents coups d'Etat ont favorisé la propagation de la désinformation sur la nature de la coopération entre le Burkina Faso et ses partenaires occidentaux de manière générale, et avec la France en particulier. La France, mais aussi souvent l'Union européenne, sont parfois vues par certains citoyens comme des partenaires au développement du Burkina Faso qui ne contribuent pas de façon efficace à la réponse sécuritaire et aux défis auxquels le Pays est confronté par une approche perçue comme affectant la souveraineté de l'Etat en occultant la responsabilité nationale de l'Etat.

Le Burkina Faso demeure un pays clé de la région ouest africaine, assurant un continuum culturel et climato-géographique entre les pays du Sahel et les pays côtiers. Ainsi, la stabilité du pays est un enjeu pour celle de la région. L'approche de l'UE au Burkina Faso vise en priorité à sécuriser et stabiliser le pays, selon une approche intégrée « humanitaire-développement-paix » (HDP), et avec l'objectif de renforcer la résilience des populations, en répondant aux besoins aussi bien des populations déplacées que des communautés hôtes.

⁶ UNICEF

⁷ CLIP 2022

⁸ Le Fonds Monétaire International projette une croissance de 3,6 % en 2022, quasiment en baisse de moitié par rapport à 2021 (6,9 %) (Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa, October 2022).

⁹ Tableau de bord de l'économie, deuxième trimestre 2022, Ministère de l'Economie, des Finances et de la prospective.

¹⁰ FEWS NET

2.2 Analyse des problèmes

Le principal défi demeure la crise sécuritaire, devenue aigüe depuis 2019/2020, et la capacité du pays à assurer la protection des populations vivant en situation de vulnérabilité (femmes dans leur diversité, enfants, personnes handicapées, personnes déplacées internes, etc), à travers un renforcement de la présence des forces de sécurité et de défense dans les zones sous pression, est faible. La crise sécuritaire a entraîné une pression supplémentaire sur le budget de l'État déjà limité face aux nombreuses priorités.

Le Burkina Faso est un pays clé de la région ouest africaine, avec un contexte socio-économique et politique assez évolutif ces dernières années. D'où la nécessité de disposer d'études sectorielles et d'identification ou de formulation (y compris des perspectives de genre et droits humains) dans l'optique de mieux cibler les actions pour les futurs programmes de coopération. Aussi, l'expérience des programmes précédents a mis en exergue la difficulté de disposer de données statistiques – ventilées au moins par sexe, âge et handicap, qui soient assez fiables. Toute chose qui contribue à la complexité d'une planification et d'une programmation efficace.

L'opérationnalisation des TEIs peut nécessiter un renforcement de la coordination des Etats membres de l'UE, aussi bien sur le plan opérationnel que de la communication entre les partenaires européens. La mise en exergue de l'impact de la présence et de la visibilité active de l'UE constitue un facteur de promotion et de défense des valeurs fondamentales et des intérêts communs entre l'UE et le Burkina Faso. D'où la nécessité de réaliser des actions de diplomatie publique et de communication, notamment à travers la Facilité de coopération technique & Diplomatie publique _ Burkina Faso.

L'exécution des projets requiert occasionnellement des audits ou des évaluations non prévues dans les contrats ou les conventions de financement et qui sont justifiées par une analyse de risque.

La mise en œuvre du projet veillera également à l'alignement des différentes actions sur l'inclusion et la participation active des femmes dans leur diversité et de façon générale sur les droits des femmes, les dynamiques de genre, les rapports de pouvoir les conditions d'accès et contrôle sur les moyens ainsi que les intérêts et besoins différenciés entre les hommes et les femmes.

Aux défis cités, s'ajoutent des campagnes de manipulation de l'information et de désinformation agressives, menées très probablement depuis l'étranger, ayant pour but de décrédibiliser l'action de l'Union européenne dans le pays et de fragiliser le partenariat et la coopération entre l'Union européenne et le Burkina Faso.

La crise sécuritaire actuelle résulte en grande partie de l'insécurité qui règne au Mali voisin mais aussi à divers facteurs tels que la pauvreté, les inégalités, la violation des droits humains, l'inefficacité de la lutte contre le terrorisme, l'absence de services publics de base et de choix politiques régissant un accès égal aux ressources qui suscitent des conflits intercommunautaires. Ces groupes armés ont exploité les frustrations des populations fragilisées et trouvé des relais parmi les populations locales pour s'implanter et mener leurs actions. Dans un tel contexte il est difficile de mener à bien des actions en faveur d'un développement durable e inclusif, la culture a un grand rôle à jouer pour prévenir le développement d'une mentalité favorable aux Groupes armés terroristes, pour dissuader les terroristes éventuels et pour les couper de tout soutien plus vaste, grâce à des actions visant à promouvoir la tolérance, le dialogue, la compréhension, le respect des droits humaines, l'égalité des sexes et le pluralisme.

Le **groupe cible** des actions doit être constitué par les communautés et la population en général, et notamment les femmes et les citoyens en situation de vulnérabilité qui sont accompagnés par les organisations de la société civile, en particulier des défenseur(e)s des droits de femmes et droits humains.

Les acteurs **parties prenantes** de cette action sont : les acteurs étatiques et notamment les agents des administrations / autorités centrales (y compris para exemple, le Ministère de la Femme, de la

Solidarité nationale et de la Famille ou la Commission Nationale des Droits Humains, entre autres) et locales comme débiteurs d'obligations ainsi que la société civile, les opérateurs culturels, les médias, les organisations professionnelles, les opérateurs économiques et les acteurs du secteur privé d'une manière générale mais également les institutions financières nationales et régionales et les mécanismes de dialogue et de coordination.

Les activités qui seront menées pour lutter contre les actions de manipulation de l'information ayant pour but de décrédibiliser l'Union européenne au Burkina Faso cibleront l'ensemble des citoyennes et citoyens du pays, et plus particulièrement les utilisateurs des réseaux sociaux qui constituent le plus grand vecteur de la propagation des fausses informations.

2.3 Autres domaines d'évaluation

Sans objet.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer au renforcement du partenariat Union Européenne – Burkina Faso dans les domaines d'intérêt commun, et ce à travers une mise en œuvre efficiente des projets / programmes financés par l'UE au Burkina Faso et par conséquent à une plus grande efficacité de l'aide ainsi que de développer une diplomatie publique.

Les **objectifs spécifiques** (OS – résultats) de cette action sont :

- OS1 Le renforcement de l'efficacité de l'aide européenne au Burkina Faso y compris dans l'intégration de l'approche fondée sur les droits humains et la dimension de genre ;
- OS2 L'amélioration de l'impact et de la visibilité de la présence de l'Union européenne, prenant en compte les actions de la Team Europe ;
- OS3 Le Positionnement de l'Union européenne comme partenaire stratégique du Burkina Faso.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants :

- P.1.1. (Contribuant à l'effet attendu 1 ou OS1) Les programmes financés sur l'enveloppe bilatérale sont élaborés conformément aux priorités identifiées dans le PIM 2021-2027 et en synergie avec le programme régional ; et sont mieux identifiés, formulés, mis en œuvre, suivis et audités, y intégrant pleinement les questions transversales (Gouvernance, Droits humains, Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles, Environnement, Société civile et déplacements internes).
- P.1.2. (Contribuant à l'effet attendu 1 ou OS1) Des études techniques, d'analyse de suivi-évaluation, des missions d'assistance technique (AT) à court et moyen terme (y compris formation) sont organisées autour et en appui aux différents secteurs d'intervention de l'UE et notamment dans le secteur du Développement humain inclusif / Bonne Gouvernance – Paix – Développement local / Economie verte & résiliente, et concernant les questions transversales (notamment égalité de genre et droits humains); et un appui spécifique à la coordination et au monitoring des actions sur les zones d'intervention.
- P.1.3. (Contribuant à l'effet attendu 1 ou OS1) Les mécanismes de coordination de l'aide sont renforcés (coordination UE – BF ; coordination des EM de l'UE ; coordination UE – Troïka – BF).
- P.2.1. (Contribuant à l'effet attendu 2 ou OS2) L'opérationnalisation des TEIs est effective et la Team Europe travaille en synergie dans la mise en œuvre des Team Europe Initiatives et de la stratégie

conjointe. L'UE et la Team Europe sont perçues comme partenaires de référence pour le Burkina Faso.

- P.2.2. (Contribuant à l'effet attendu 2 ou OS2) Une communication stratégique et proactive face à la désinformation et la promotion des droits humains et l'égalité entre les hommes et les femmes est assurée.
- P.2.3. (Contribuant à l'effet attendu 2 ou OS2) Une visibilité axée sur les résultats/impacts de la coopération UE-BF (y compris l'impact positif sur la vie de la population les plus vulnérables en tant que détenteurs de droits), les objectifs globaux de l'UE, son agenda multilatéral ainsi que le Global Gateway.
- P.2.4. (Contribuant à l'effet attendu 2 ou OS2) L'appui aux acteurs culturels et créatifs est renforcé afin de promouvoir le dialogue (inter-) culturel ; soutenir les espaces de réflexion culturel national et international.
- P.3.1. (Contribuant à l'effet attendu 3 ou OS3) Le dialogue politique et de partenariat est davantage approfondi (y compris d'une approche fondée sur les droits humains et de genre).
- P.3.2. (Contribuant à l'effet attendu 3 ou OS3) Des mécanismes offrant des réponses rapides et factuelles pour contrecarrer la désinformation sur la nature et la qualité de la coopération de l'UE sont mis en place.
- P.3.3. (Contribuant à l'effet attendu 3 ou OS3) Des initiatives innovantes qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE au Burkina Faso et dans le monde y inclus pour les secteurs qui n'entrent pas dans le cadre de la programmation pluriannuelle sont soutenues (ERASMUS+, Culture, etc.).

3.2 Activités indicatives

De manière indicative, les principaux types d'activité (liées à l'ensemble des produits attendus de la Facilité de coopération technique & Diplomatie publique) sont les suivantes.

- Mobilisation d'experts à court et moyen termes pour l'assistance technique couvrant différents domaines/secteurs (y compris des questions transversales comme les droits humains et l'égalité de genre), des études (études et revues sectorielles, analyses droits humains et genre sectorielles, enquêtes), pour le contrôle et la vérification (audit), l'évaluation ou la supervision ;
- Organisation de conférences, séminaires et formations ;
- Réalisation d'études et publications ;
- Réalisation d'activités de communication et visibilité ;
- Réalisation d'activités avec les médias, les influenceurs et les leaders d'opinion ;
- Réalisation d'activités avec les opérateurs culturels.

Toutefois, cette liste d'activités est indicative et sera détaillée en fonction des besoins identifiés au cours de la mise en œuvre du PIM et de l'opérationnalisation des TEIs. Dans tous les cas, chacune des activités incluront systématiquement la perspective de genre et l'approche fondée sur les droits humains (y compris un budget spécifique pour leur intégration effective). Aussi, en tant que possible, des organisations de droits des femmes et des autres organisations de la société civile (en représentant de l'enfance et la jeunesse, des personnes handicapées, etc...) seront consultées et participeront activement aux activités.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE

ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique. Au regard de la nature transversale du sujet environnemental dans les actions de l'UE au Burkina Faso, et notamment la prise en compte des ambitions du pacte vert, cette action pourrait financer des études d'impact environnemental ou de risque climatique, en fonction des besoins de la mise en œuvre des programmes et projets financés par l'UE et la Team Europe. Le renforcement des capacités du secteur public abordera également l'usage des outils et procédures vis-à-vis de l'environnement et du changement climatique.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **G1**. Cela implique la possibilité de réaliser des actions (études, conférences, séminaires, formations, études, publications ou d'activités de communication et visibilité ...) pour mieux intégrer la dimension genre dans les actions à financer par l'UE, sur base des orientations contenues dans le Plan d'action genre de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III_2021-2025) et ses indicateurs (qui seront privilégiés) ainsi que le Profil genre Burkina Faso de la DUE (2022) et CLIP (2021). A cet égard, une des principales priorités sera de développer la promotion d'un environnement protecteur et d'égalité aux femmes et filles dans leur diversité et promouvoir - une approche transformatrice en genre - un changement des normes sociales et culturelles discriminatoires vis-à-vis du rôle et de la place des filles et des femmes dans la société Burkinabé. De même, l'amélioration du système de collecte de données de qualité, de la désagrégation par sexe/ âge/handicap sera intégrée dans les différentes actions et pour tous les domaines.

Droits humains Au regard de la nature générale et transversale de l'Action visant à soutenir la bonne mise en œuvre de l'ensemble de la coopération UE-BF, l'approche fondée sur les droits humains sera toujours prise en compte dans la mise en œuvre du partenariat UE-BF visant à intégrer les principes en matière de droits humains dans chacune des activités. Et cette approche sera également au cœur de notre communication et diplomatie politique dans la promotion de nos valeurs fondamentales.

Invalidité/Handicap. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **D1**. De cette manière, au besoin des études et des expertises seront mobilisées afin d'améliorer la prise en compte des personnes souffrant d'handicaps dans les projets de développement et plus généralement dans la mise en œuvre du partenariat UE-BF (y compris l'utilisation d'une communication inclusive et la garantie d'accessibilité dans l'organisation de conférences, séminaires et formations, réalisation d'études et publications et d'activités de communication et visibilité).

Démocratie. La promotion de la démocratie étant au cœur des valeurs de l'UE, les activités de communication et de diplomatie publique en feront un des principaux sujets. Aussi, s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat EU – BF, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de processus démocratique et participation citoyenne afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans les projets de développement et plus généralement dans la mise en œuvre du partenariat UE-BF. La société civile, bien qu'importante et dynamique au Burkina Faso, devra être aussi renforcée dans son rôle de veille et de plaidoyer.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience. Cette question fera partie intégrante des questions à prendre en considération surtout pour toutes les actions à financer dans les zones d'insécurité et de conflits. La migration et les PDI sont intégrés dans cette action, en particulier dans les zones les plus touchées par ces mouvements de populations, afin de s'assurer de l'inclusion de ces populations, de la prise en compte

de leurs besoins spécifiques (en particulier, des femmes et des enfants) ainsi que de l'impact de l'action sur les causes profondes de ces déplacements. Aussi, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de prévention de conflits et de promotion de la résilience des populations afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans les projets de développement et plus généralement dans la mise en œuvre du partenariat UE-BF. En outre, des appuis à des événements culturels ponctuels à fort mobilisation sociale : festivals des arts du spectacle vivant (théâtre, danse, mime, cirque, ect) ; festivals des arts du visuel (arts plastiques, cinéma, photographie, etc) en vue de promouvoir le dialogue interculturel, la paix, la cohésion sociale, le respect des droits humaines et l'égalité des sexes.

Réduction des risques de catastrophes. La vulnérabilité du Burkina Faso face aux changements climatiques se situent surtout au niveau d'érosion des sols, de la sécheresse et de la sécurité alimentaire. Pour ce faire, ces risques pourraient être pris en compte dans les actions financées par l'UE. Aussi des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de réduction des risques liés aux changements et renforcement des capacités d'adaptation des populations afin d'améliorer la prise en compte de cet aspect dans les projets de développement et plus généralement dans la mise en œuvre du partenariat UE-BF.

Autres considérations, le cas échéant. Un accent particulier sera mis pour contrecarrer les campagnes de désinformation visant à décrédibiliser l'action de l'Union européenne au Burkina Faso. Pour ce faire, un partenariat sera développé avec une agence spécialisée dans le factchecking (vérification des faits). Cette agence appuiera l'Union européenne dans la veille de l'information et dans la lutte contre la désinformation liée à l'action de l'UE au Burkina Faso.

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	La volatilité de l'environnement sécuritaire du pays peut influencer de manière conséquente l'action	Élevé	Élevé	Communication avec toutes les parties sur zone. Suivi constant de la situation sécuritaire sur zone et coordination avec les forces de défense et de sécurité. Adaptation des activités délivrées pour faire face à la menace (par exemple changement de la localisation des activités).
	Insuffisante implication des autorités politiques et administratives locales et de la société civile dans la mise en œuvre du programme	Moyen	Moyen	Dialogue politique et technique continu avec les autorités locales pour maintenir leur engagement et leur implication dans les zones d'intervention. Facilitation de cadre de dialogue et de coordination

				<p>entre autorités et populations, ainsi que les organisations de la société civile.</p> <p>Dialogue politique soutenu dans le cadre du suivi général de l'aide budgétaire</p>
Personnes et organisation	<p>Exactions ou abus de pouvoir en matière de respect des droits humains et du droit international humanitaire par les forces de défense et sécurité et groupes d'auto-défense.</p>	Élevé	Élevé	<p>Des modules de sensibilisation / formation à la médiation, au dialogue et au respect des droits humains, DIH, genre et des différences culturelles seront fournis aux troupes déployées.</p> <p>Dialogue politique soutenu avec les autorités nationales sur les questions des droits humains et de lutte contre l'impunité.</p>
	<p>Accroissement des inégalités de genre, violation des droits des femmes et accentuation des violences sexistes en raison du contexte politique et de la situation d'insécurité</p>	Élevé	Élevé	<p>Dialogue politique soutenu avec les autorités nationales sur les questions des droits des femmes et de lutte contre l'impunité.</p> <p>Intégration de la dimension genre dans toutes les actions (y compris suivi et évaluation sensible au genre, utilisation de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre)</p>
	<p>Intimidation / Représailles par les groupes armés terroristes sur les populations locales désireuses de s'engager dans le projet.</p>	Moyen	Moyen	<p>Communication « bas seuil » dans les zones les plus touchées par l'insécurité</p> <p>Engagement des forces de sécurité intérieure dans la protection des populations prises pour cible.</p> <p>Renforcement de la légitimité des autorités locales</p>

Enseignements tirés :

Ce projet s'inscrit dans la continuité des précédents Facilité de Coopération Techniques, mises en œuvre dans le cadre des 9 ; 10 et 11^e FED.

Le Programme Indicatif Multiannuel se doit d'être flexible et d'être ajustable en fonction de l'évolution des risques et des besoins nouveaux. Le cas échéant, la Facilité de coopération technique

& Diplomatie publique permettra de réaliser des études ou identifications visant à l'adapter ou le réorienter.
--

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est d'accompagner le partenariat UE – Burkina Faso. La Facilité de Coopération Technique vise à couvrir les besoins connus et/ou prévisibles en expertise, comme pour l'identification, la formulation ou l'appui à la mise en œuvre des projets dans un contexte de fragilité et dès une approche fondée sur les droits humains et l'intégration de la dimension genre. Elle permet également de financer rapidement des actions de coopération technique accompagnant la mise en œuvre des projets. Ceci, dans l'optique d'une mise en œuvre efficiente de l'aide européenne.

La facilité est conçue de façon flexible, notamment pour que l'action de l'Union européenne puisse être réactive et agir en temps opportun aux événements qui affectent le partenariat avec le pays dans le cadre de la situation complexe que traverse le Burkina Faso (Appui technique spécifique, Communication dans un contexte de fragilité et volatile, Appuis aux actions culturelles à fort potentiel). La large gamme d'activités de communication qu'elle permet de financer permettra d'améliorer la visibilité de l'UE et de ses actions et faire face à la désinformation. Ces actions seront menées suivant une stratégie de communication globale, qui intègre les résultats des projets mis en œuvre dans le cadre des Team Europe Initiatives et de la stratégie conjointe. Pour ce faire, au moins une agence d'experts en communication sera recrutée pour accompagner la DUE et la Team Europe dans la mise en œuvre des activités de communication et de lutte contre la désinformation.

En matière de culture et créativité, les activités seront mises en œuvre par un ou plusieurs contrats de services pour différents types d'appuis aux acteurs et événements culturels. Les leçons apprises de ces différents contrats serviront à mieux orienter nos appuis dans ce secteur sur le long terme. En effet, un projet spécifique est en cours d'exécution et s'achève en 2024. Dans le cadre d'une évolution prospective pour la mise en place d'une seconde phase du projet, les leçons issues de ces contrats pourront être mises à profit.

Le déploiement de ces projets sur le terrain, dans ce contexte difficile et complexe, conjugué à une bonne communication axée sur l'impact de la coopération sur les populations, permettra de consolider la position de l'Union européenne comme partenaire stratégique du Burkina Faso.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2. seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **48 mois** à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet.

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.¹¹

4.4.1 *Gestion directe (passation de marchés)*

L'essentiel des activités du projet seront mises en œuvre en gestion directe. La Facilité pour la coopération technique et la Diplomatie Publique - Burkina Faso aura pour objectif d'appuyer l'identification et la formulation des projets/programmes, d'organiser des formations et la réalisation d'études spécifiques qui ne sont pas couvertes par d'autres appuis institutionnels. Pour ce faire plusieurs passations de marchés sont prévues pour répondre à l'objectif global du renforcement du partenariat Union Européenne – Burkina Faso dans les domaines d'intérêt commun.

Concernant l'OS 1, il s'agira de passations de marché afin : (i) de mobiliser des assistants techniques / experts en appui aux activités de coopération et de partenariat, ii) de réaliser des études et le lancement d'études sectorielle préalable à la mise en œuvre de certains projets/programmes ; (iii) de recruter un prestataire pour la réalisation de rencontres, séminaires et formations ; (iv) d'accroître la participation du Burkina Faso au programme Erasmus+.

Concernant l'OS 2 il s'agira des prestataires experts en communication pour les actions de visibilité concernant les projets et programmes financés par l'Union européenne (mise en œuvre de la stratégie de communication et la valorisation des actions (impact) des projets / programmes financés par l'UE au BF); (2) Appuis aux secteurs d'activités culturelles et créatives : les arts du spectacle vivant (théâtre, danse, cirque...) et les arts du visuel (arts plastiques, cinéma, photographie, mode, design..).

Concernant l'OS 3 il s'agira de recruter des prestataires (i) en appui aux activités de diplomatie publique et de dialogue politique et de politiques ; (ii) pour identifier, préparer et accompagner des initiatives innovantes qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE au BF et dans le monde.

Le prestataire en charge de la visibilité aura une expérience et une connaissance des règles de visibilité de l'UE ainsi que des pratiques de marché destinées à assurer une visibilité de qualité sur l'ensemble des actions menées par l'UE.

4.4.2 *Gestion indirecte avec une organisation internationale*

Une partie de la présente action appuyant le secrétariat technique de la Troïka (produit P.1.3.), pourra être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée afin de coordonner et harmoniser le travail des différents Partenaires au Développement présents au Burkina Faso, afin d'accroître l'efficacité du dialogue avec les autorités burkinabès. L'entité envisagée sera sélectionnée par l'ensemble de la communauté des partenaires sur la base de sa capacité à abriter et assurer le fonctionnement du Secrétariat Technique de la Troïka. Cette entité a été soumise à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement.

¹¹ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.3.

4.4.3 *Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)*

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation. En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour la partie de la mise en œuvre de l'action en gestion indirecte, le produit P.1.3. pourra être mis en œuvre en gestion directe selon les modalités dont à la section 4.4.1. Gestion directe (passation de marchés).

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Budget indicatif	EU contribution pour 2023 (Amount in EUR)	EU contribution pour 2024 (Amount in EUR)	EU contribution pour 2025 (Amount in EUR)	EU contribution (Amount in EUR)
Modalités de mise en oeuvre – cf. section 4				
Objectifs 1., 2., 3. composés de (montants indicatifs) :	2 000 000	2 000 000	1 000 000	5 000 000
Gestion directe (passation de marchés) – cf. section 4.4.1	1 900 000	2 000 000	1 000 000	4 900 000
Gestion indirecte avec une organisation internationale – cf. section 4.4.2	100 000	-	-	100 000
<i>Passation de marchés (gestion directe) — enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>1 900 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>1 000 000</i>	<i>4 900 000</i>
Evaluation – cf. section 5.2; Audit – cf. section 5.3	-	-	-	Sera couvert par une autre décision
Total	2 000 000	2 000 000	1 000 000	5 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le pouvoir adjudicateur est la Commission Européenne. En étroite coordination avec les Autorités burkinabè, les mesures au titre de cette action sont mises en œuvre par la Commission, les contractants, et/ou les entités mandatées.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

4.8 Conditions préalables

Sans objet.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux.

Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Les rapports devront expliciter la participation des femmes aux différentes activités et toutes les données seront désagrégées par sexe, âge et handicap. En fonction des données disponibles, les rapports devront également comporter une analyse de l'impact distributionnel de l'action sur les populations touchées. Les rapports seront présentés de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Les rapports finaux, narratifs et financiers, couvriront toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales couvertes par d'autres décisions seront effectuées lors de la mise en œuvre des programmes résultants des activités de la Facilité de Coopération Technique par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'efficacité et l'efficacités des dispositions mises en place afin d'en tirer des leçons apprises aux financements ultérieurs.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Dans le cas de la Délégation de l'UE au Burkina Faso, une stratégie de communication et de visibilité ainsi qu'un plan de communication stratégique existent déjà. Ils pourront être mis à jour et complétés dans le cadre de cette action.

Appendix 1 - RAPPORT DANS OPSYS - Plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme :

Niveau Action		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe d'Actions (AAP2023 BF)	Références des Actions (CRIS#/OPSY#): 61614 Facilité de coopération technique & Diplomatie publique - Burkina Faso (FCTDP-BF) - Numéro CRIS/Référence opérationnelle OPSYS : 61614 - EUR 5 millions (dont EUR 2 millions pour l'année 2023 ; EUR 2 millions pour l'année 2024 ; EUR 1 millions pour l'année 2025)
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1 (pour cette action)	<u>Facilité de coopération technique & Diplomatie publique - Burkina Faso (FCTDP-BF)</u> Objectifs 1., 2., 3. composés de (montants indicatifs) : 5 000 000 EUR Gestion directe (passation de marchés) – cf. section 4.4.1 : 4 900 000 EUR Gestion indirecte avec une organisation internationale (P.1.3. - Appui au mécanisme de coordination des PTF – Troïka) – cf. section 4.4.2 : 100 000 EUR Évaluation et audit– cf. section 5.2 et section 5.3 (Sera couvert par une autre décision)